

Accord collectif d'entreprise relatif à la réduction et à l'aménagement du temps de travail

Entre

L'association gestionnaire du CAT de GLOMEL , dont le siège social est situé 9 grand rue à GLOMEL , représentée par Monsieur Christian DURO en sa qualité de président.

Et

L'organisation syndicale C.G.T. représentée par Monsieur LANNEZVAL Thierry, délégué du personnel , en sa qualité de salarié mandaté en application de l'article 3.III de la loi du 13 juin 1998 .

Préambule

Les partenaires sociaux ont souhaité s'engager dans une dynamique de réduction du temps de travail avec un double objectif :

1 . maintenir le niveau des prestations rendues aux usagers des établissements , s'inscrivant dans un souci d'amélioration de la qualité .Les parties conviennent d'intégrer les dispositifs d'aménagement du temps de travail prévus par la Loi et la Convention Collective dans le même souci de privilégier le service rendu et de tenir compte des aspirations du personnel .

2 . S'engager dans une procédure d'anticipation de la réduction du temps de travail dans une perspective de création d'emplois .

Les parties du présent accord ont convenu de mettre en œuvre , l'accord cadre, conclu dans le cadre de la Convention Collective du 15 mars 1966 , relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail du 12 mars 1999.

Le présent accord d'entreprise constitue un accord complémentaire d'adaptation conformément aux dispositions de l'article 3.III de la Loi n° 98-461 du 13 juin 1998 .A défaut des dispositions spécifiques prévues par le présent accord , il sera fait application des dispositions de l'accord cadre du 12 mars 1999.

C D

TL

L'ensemble des considérations ayant présidé à l'élaboration du présent accord et notamment la volonté des signataires de concilier aspirations sociales et objectifs économiques , font que le présent accord forme un tout indivisible qui ne saurait être mis en œuvre de manière fractionnée ou faire l'objet d'une dénonciation partielle .

Les parties reconnaissent enfin que le présent accord , au regard des intérêts de l'ensemble des salariés met en place un dispositif plus favorable que les dispositions conventionnelles applicables à ce jour au sein de l'entreprise en matière de durée et d'organisation du travail .

Cette appréciation du caractère plus avantageux doit être opérée globalement et doit nécessairement intégrer cumulativement les effets positifs de la réduction de la durée du travail et les effets positifs des embauches venant en compensation de cette réduction .

TITRE I DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Cadre juridique

Le présent accord est conclu dans le cadre de :

- La loi n° 98-461 du 13 juin 1998 d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail et de ses décrets d'application .
- L'accord de la branche sanitaire , sociale et médico-sociale à but non lucratif visant à mettre en œuvre le création d'emplois par l'aménagement et la réduction du temps de travail du 1^{er} avril 1999.
- Dans le cadre de la convention collective du 15 mars 1966 , l'accord cadre relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail du 12 mars 1999 .

La mise en œuvre du présent accord est subordonnée à son agrément conformément aux dispositions de l'article 16 de la Loi du 30 juin 1975 et à la conclusion d'une convention avec l'état .

Le présent accord deviendrait caduc si cette convention n'était pas signée ou si les dispositions législatives ou réglementaires qui ont présidé à la conclusion venaient à être modifiées ou à disparaître .Il en serait de même si l'accord cadre relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail du 12 mars 1999 et l'accord de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif visant à mettre en œuvre la création d'emplois par l'aménagement et la réduction du temps de travail ne produisaient pas leur plein effet juridique (agrément ou extension).

CLD

TL

1.2. Champ d'application

Le présent accord concerne l'ensemble du personnel de l'établissement .

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent accord , les salariés titulaires de contrat emploi-solidarité pour lesquels la réglementation spécifique les concernant exige un temps de travail intangible de 20 heures hebdomadaires .

1.3. Date d'effet – durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et prendra effet le 1^{er} jour du mois suivant la signature de la convention avec l'état , prévue à l'article 3 IV de la Loi du 13 juin 1998 .

En cas de modifications législatives ou réglementaires portant notamment sur le régime des heures supplémentaires et règles relatives à l'organisation et la modification du temps de travail , les parties conviennent d'ouvrir des négociations destinées à permettre l'adaptation aux dispositions nouvelles .

Dans cet esprit , la direction convoquera les organisations syndicales représentatives à cette négociation dans le délai maximum d'un mois suivant la date à laquelle elle aura connaissance des modifications susceptibles d'interférer sur le présent accord .

1.4. Dénonciation – Révision

La dénonciation du présent accord ne peut qu' être totale au regard du principe d'indivisibilité retenu par les parties .

En cas dénonciation par l'une des parties , le présent accord continuera à s'appliquer jusqu'à ce qu'un nouvel accord lui soit substitué et au plus tard pendant un an à compter de l'expiration du délai de préavis .

A effet de conclure un nouvel accord , la direction de l' Association devra convoquer les organisations syndicales représentatives à une nouvelle négociation dans un délai maximum d'un trimestre suivant la date de dénonciation du présent accord .

Par partie au sens du présent article , il y a lieu d 'entendre :

- D'une part , l'Association
-
- D'autre part , l'ensemble des organisations syndicales représentatives signataires du présent accord d'entreprise ou y ayant adhéré ultérieurement sans réserve et en totalité .

Si une seule organisation syndicale dénonce le présent accord , celui-ci continuera à lier, s'ils existent , les autres signataires et donc à produire effet dans les relations de travail au sein de l'Association .

C D

TL

Dans les mêmes conditions que celles où ils peuvent le dénoncer , l'employeur , les organisations syndicales de salariés signataires du présent accord d'entreprise ou y ayant adhéré ultérieurement sans réserve et en totalité , peuvent également demander la révision de certaines clauses .

En l'absence d'accord unanime de tous les signataires et de toutes les organisations syndicales ayant ultérieurement adhéré sans réserve et en totalité sur un texte nouveau , la demande de révision sera sans effet et la clause ancienne maintenue sauf accord unanime pour sa suppression pure et simple .

1.5. Interprétation

Le présent accord fait la loi entre les parties qui l'ont signé et qui auront par la suite adhéré sans réserve et en totalité .

Toutefois, s'il s'avérait que l'une des clauses du présent accord pose une difficulté d'interprétation , les parties conviennent de soumettre ladite clause à interprétation .

A cet effet , sous réserve que la difficulté porte sur un litige d'ordre collectif , la direction de l'Association convoquera , dans un délai maximum d'un mois suivant la date à laquelle elle aura connaissance du différend , une commission composée d'un délégué syndical par organisation et d'autant de membres désignés par l'Association

L'interprétation sera donnée sous forme d'une note explicative adoptée par toutes les parties signataires du présent accord , ou y ayant adhéré sans réserve et en totalité , accord auquel elle sera annexée .

TITRE II . DUREE DU TRAVAIL

2.1. Réduction collective du temps de travail

2.1.1. La nouvelle durée du travail

La durée du travail au sens de l'article L.212-4 du Code du travail est actuellement de 39 heures hebdomadaires pour l'ensemble du personnel de l'établissement ou services de l'Association .

A compter du 1^{er} octobre 1999 , elle sera de 35 heures hebdomadaires pour l'ensemble du personnel de l'établissement , quelle que soit la forme de la réduction retenue.

2.1.2. les dispositions relatives aux salariés à temps partiel

pour les salariés à temps partiel , il est fait strictement application , des dispositions de l'article 8 de l'accord cadre du 12 mars 1999 .

ils se verront donc appliquer une réduction de leur temps de travail d'au moins 10% comme pour les salariés à temps plein sauf refus de leur part notifié conformément aux dispositions de l'accord cadre du 12 mars 1999 .

2.1.3. les dispositions relatives au personnel d'encadrement

Pour le personnel d'encadrement visé à l'article 9 de l'accord cadre du 12 mars 1999 , le nombre de jours de repos accordé en compensation de la réduction de la durée du temps de travail est fixé à 18 jours ouvrés .

2.2. les modalités d'organisation de la réduction de la durée du travail

2.2.1. les principes

au regard de la diversité des situations constatées , les partenaires sociaux s'accordent à considérer que la réduction du temps de travail pourra prendre différentes formes selon les services .

2.2.2. les formes de la réduction de la durée hebdomadaire du travail

A compter de la date d'application du présent accord ; la réduction de la durée du travail se fera de la manière suivante :

Dans l'ensemble des services , la réduction de la durée du travail ne va pas se traduire par une réduction linéaire de la durée hebdomadaire du travail .

En effet la durée du travail sera annualisée en application des dispositions de l'article L .212.2.1 du Code du travail , qui permettent de faire varier la durée hebdomadaire en fonction des charges de travail .

Les modalités de mise en place de l'annualisation sont définies au titre III du présent accord .

TITRE III AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

3.1. annualisation du temps de travail

les parties estiment que l'annualisation du temps de travail est l'organisation qui permet le mieux de répondre aux exigences et contraintes du fonctionnement de l'établissement et des différents services .

Les modalités de répartition de la durée de travail réduite s'inscrivent donc dans le cadre des dispositions de l'article L .212.2.1 du Code du travail qui permettent de faire varier la durée hebdomadaire du travail en fonction de la fluctuation de l'activité et de l'accord de branche du 1^{er} avril 1999 .

c)

TL

3.3.1 période de référence

la période de référence permettant d'apprécier l'horaire hebdomadaire moyen se confond avec la période de modulation retenue .

3.3.2 Calendrier

l'annualisation est établie selon une programmation indicative mensuelle, qui fait l'objet d'une consultation du représentant du personnel .

Cette programmation est portée à la connaissance du personnel par voie d'affichage 15 jours calendaires au moins avant son application .

Il est toutefois ,expressément convenu , compte tenu de l'impossibilité de prévoir avec précision le calendrier des charges , que cette programmation pourra être modifiée en tant que de besoin au début de chaque mois .

Les modifications apportées feront l'objet des mêmes mesures de publicité . Les délais dans lesquels les salariés seront prévenus en cas de changement de l'horaire est fixé à sept jours calendaires .

L'information se fera par voie d'affichage conformément aux pratiques actuelles.

3.3.3. Lissage de la rémunération

La rémunération est lissée sur la base d'un horaire mensualisé de 151 heures 66 .

En cas de période non travaillée , mais donnant lieu à indemnisation de la part de l'employeur ,cette indemnisation est calculée sur la base de l'indemnisation réglée .

Lorsqu' un salarié n'aura pas accompli la totalité de la période d'annualisation (embauche ou départ en cours de période) sa rémunération sera régularisée sur la base de son temps réel de travail .

Si le décompte fait apparaître un trop versé celui-ci sera compensé sur les salaires dûs lors de la dernière échéance de paie . Un rappel de salaire sera effectué dans le cas contraire , étant précisé que ce rappel se fera aux taux normaux .

3.3.4. conséquences en cas de dépassement de la durée annuelle

l'employeur arrêtera chaque compte individuel d'heure de travail à l'issue de chaque période annuelle .

Si la situation fait apparaître que la durée du travail a excédé sur l'année 70 heures , les heures effectuées au delà de cette durée seront compensées par l'octroi d'un repos majoré de 25 % .

C D

TL

3.2. compte épargne-temps

le compte épargne temps a pour finalité de permettre au salarié d'épargner des droits en temps , afin d'utiliser ceux-ci de façon différée à l'occasion d'un congé de longue durée ou d'anticiper un départ en retraite , pré-retraite totale ou partielle .

Les salariés comptant un an d'ancienneté peuvent bénéficier d'un compte épargne-temps dans les conditions prévues par les articles 16 à 24 de l'accord de branche du 1^{er} avril 1999 .

TITRE IV INCIDENCE DE LA DIMINUTION DE LA DUREE DU TRAVAIL SUR LES REMUNERATIONS

Il sera fait strictement application des dispositions des articles 10 , 11 et 12 de l'accord cadre du 12 mars 1999 .

TITRE V EMPLOI

5.1. Embauches compensatrices

l'Association s'engage à compenser la réduction du temps de travail faisant l'objet du présent accord par des embauches compensatrices .

Conformément aux dispositions du décret du 22 juin 1998 , l'effectif de l'établissement concerné par la réduction du temps de travail , apprécié sur les douze mois qui précèdent l'entrée en vigueur de l'accord selon les règles prévues par l'article L 421-2 du Code du travail est de 15.58 salariés (équivalent temps plein).

l'association s'engage à procéder à des embauches représentant au minimum 6% de l'effectif ci-dessus soit 1.06 embauches (équivalent temps plein) sur la base du nouvel horaire collectif de travail .

les embauches seront compensatrices seront effectuées de la manière suivante :

- par un recrutement extérieur, pour 0.50 équivalent temps plein , dans la catégorie profession intermédiaire . La date limite d'embauche est fixée au 1^{er} janvier 2000 .
- par des augmentations de temps d'activité pour certains personnels à temps partiel , en fonction des nécessités de fonctionnement de l'établissement pour un total de 0.56 équivalent temps plein .
ces augmentations auront lieu dès l'entrée en vigueur de l'accord .

5.2 maintien des effectifs

en application de l'article 3.IV de la Loi du 13 juin 1998 , l'association s'engage à maintenir le niveau des effectifs visés à l'article précédent , augmenté des nouvelles

embauches pendant une durée de 3 ans à compter de la dernière des embauches effectuées en application de l'article 5.1

TITRE VI SUIVI DE L'ACCORD

Le présent accord sera suivi par une commission constituée à cet effet .

6.1 composition

La commission sera composée :

- des représentants des organisations syndicales signataires de l'accord collectif .
- du représentant de l'association assisté d'une personne de son choix .

la commission pourra s'adjoindre , en fonction de l'ordre du jour et d'un commun accord entre ses membres , des représentants des différents services chargés de mettre en œuvre la réduction du temps de travail et la nouvelle organisation qui en résulte .

6.2 Mission

la commission sera chargée :

- de suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre du présent accord et notamment de :
 - la mise en œuvre des nouveaux horaires
 - le suivi de la nouvelle organisation du travail
 - la réalisation des embauches programmées
- de proposer des mesures d'ajustement au regard des difficultés rencontrées

6.3 Réunion

les réunions seront présidées par le représentant de l'Association qui devra prendre l'initiative de convoquer la commission de suivi aux échéances prévues . La périodicité des réunions sera d'une réunion tous les 2 mois au cours de l'année 1999 , puis d'une réunion tous les 6 mois au cours de l'année 2000.

Au delà le suivi sera opéré avec les organisations syndicales dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire .

C D

TL

TITRE VII PUBLICITE DE L'ACCORD

Le présent accord a été soumis préalablement par Monsieur Thierry LANNEZVAL auprès de son syndicat mandataire .

Un exemplaire du présent accord sera communiqué au comité départemental de la formation professionnelle , de la promotion sociale et de l'emploi .

A l'initiative de l'Association , le présent accord sera soumis à la procédure d'agrément prévue par l'article 16 de la Loi du 30 juin 1975 .

Il sera déposé par l'entreprise en 5 exemplaires , auprès de la DDTEPF du département des Cotes d' Armor .

Un exemplaire sera adressé au greffe du Conseil des prud'hommes de GUINGAMP .

Mention de cet accord figurera sur le tableau d'affichage de la direction et une copie sera remise aux délégués du personnel et du comité d'entreprise .

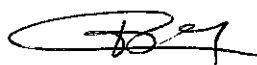
GLOMEL le 29 juin 1999

Pour le syndicat CGT

Pour l'Association gestionnaire
Du CAT de GLOMEL

Le Salarié mandaté

Le Président

Lu et approuvé


Lu et approuvé
